

13,50/20

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : complémentaire de magistrats Second grade

Epreuve : Droit public

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Sujet: Le respect des droits et libertés que la Constitution garantit.

Une Constitution est la norme suprême que se donne un peuple. Traditionnellement, elle vise à organiser le pouvoir au sein de l'État et à définir le type de régime (République, monarchie constitutionnelle...)

Les Constitutions modernes ont une ambition supplémentaire. Elles définissent également un catalogue de droits et libertés à protéger. Ces droits et libertés se différencient des libertés publiques dans le mesure où ces dernières sont protégées par la loi. Ils se différencient également des principes fondamentaux reconnus par la loi de la République, principes non mentionnés dans la Constitution.

En France, le préambule de la Constitution de la V^{ème} République de 1958 est constitué de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, du préambule de la Constitution de 1946 mentionnant des droits sociaux et de la Charte de l'environnement de 2004.

Pendant longtemps, ce préambule ne semblait posséder qu'une valeur symbolique, dépourvu de force normative. Par sa décision du 16/07/71 "Liberté d'émotion", le juge constitutionnel lui a reconnu pleine valeur. ("Vu la Constitution et notamment son préambule"). Par là, il a modifié en profondeur le rôle du Conseil constitutionnel qui est devenu un gardien des libertés.

On parle désormais de "bloc de constitutionnalité". En 2008, le Conseil d'État a reconnu à la Charte de

N°
116

l'environnement la même valeur. Bien entendu de nombreux droits et libertés sont également dans le corps même de la Constitution. Ainsi peut-on citer le principe de libre administration des collectivités territoriales (art 72 de la Constitution). (CE 2001 Commune de Venelles ; « pop. du référé liberté »).

Rappelons que la Constitution se situe au sommet de la hiérarchie des normes (CE 30/10/98 SARRAN).

La reconnaissance de ces droits et libertés ne suffit pas. Comment ces droits et libertés garantis par la Constitution sont-ils respectés ? Comment est assurée le respect des droits et libertés garantis par la Constitution ?

Le respect est tout d'abord assuré par la loi (I) ; il est également assuré par les juges et certaines autorités administratives indépendantes (II).

I) Le respect des droits et libertés garantis par la Constitution est tout d'abord assuré par la loi.

La tradition légiscentariste est en déclin (A) ; la loi doit désormais respecter la hiérarchie des normes (B).

A) Une tradition légiscentariste en déclin

En France, dans la lignée de Rousseau, on a longtemps estimé que la loi, expression de la volonté générale populaire pouvait intervenir en tout domaine. Aujourd'hui, la révolution judiciaire des art 34 et ~~34~~ de la Constitution, le confonne dans un domaine réservé.

Bien plus, si on note elle était la norme suprême et aucune règle ne lui était supérieure. On peut facilement pressentir le danger d'une telle conception de la loi. Sous normes supérieures, nous gardons, la loi bien que (ou parce que) expression de la volonté populaire peut mine et braver les droits et libertés. Et la correction

est proche de la liberté des anciens tout décriée par Benjamin Constant, notamment dans son fameux discours à l'Athénée. À Athènes, sur la colline du Stéyx, nulle limite à la volonté des citoyens.

B) Le respect de la hiérarchie des normes.

Nous devons à Kelsen, juriste autrichien, le concept de hiérarchie des normes. Toute règle de droit, pour être valable, doit respecter les normes supérieures. L'Autriche, dès 1920, se dote d'une Cour constitutionnelle gardienne des libertés.

Aujourd'hui, tous les pays démocratiques connaissent et respectent ce principe. Depuis quelques années, cependant, face au foisonnement de normes, notamment internationales, certains auteurs évoquent un réseau de normes plus qu'une hiérarchie des normes. Il n'en demeure pas moins qu'en France, aujourd'hui, la loi fait le respect des normes supérieures et donc de la Constitution contribue de manière efficace au respect des droits et libertés garantis par la Constitution.

Nous assistons effectivement, par ce respect, à une imputation de toutes les branches du droit par le droit constitutionnel.

On parle désormais de droit du travail constitutionnel, de droit pénal constitutionnel, de droit administratif constitutionnel...

La loi est désormais "l'expression de la volonté populaire dans le respect de la Constitution" (C. C. 1985 Nouvelle Calédonie).

La loi assure donc le respect des droits et libertés constitutionnellement garantis. Mais ce respect est également l'œuvre du juge, de tous les juges. Il convient de ne pas oublier le rôle croissant des autorités administratives en ce domaine.

II) Le respect des droits et libertés garantis par la Constitution est ainsi assuré par les juges et certaines autorités administratives indépendantes.

Le juge constitutionnel comme tous les juges contribuent à ce respect (A); ils sont de plus en plus secondés par les autorités administratives indépendantes (B).

A) Le respect des droits et libertés et les juges.

Dès 1803 aux Etats-Unis (arrêt Marbury contre Madison) le juge se voit reconnaître le pouvoir d'écarter une loi qui est contraire à la Constitution. Ce contrôle diffus s'est reconnu très tôt à tous les juges.

En Europe, en revanche, il faudra attendre le XX^{ème} siècle comme nous l'avons vu précédemment pour que soit consacré un "contrôle de constitutionnalité".

En France, la Constitution de la V^{ème} République accorde au juge constitutionnel seulement et a priori ce contrôle de constitutionnalité. Toute loi soumise avant sa promulgation déclarée inconstitutionnelle ne peut être en l'état l'ordonnement juridique.

Avec la réforme constitutionnelle de 2008 et la Question Prioritaire de Constitutionnalité (QPC) prévue à l'article 61-1, il est désormais possible de saisir le conseil constitutionnel après la promulgation d'une loi, au cours d'une instance, quand il apparaît qu'une disposition législative est en contradiction avec les droits et libertés du répertoire. L'originalité de ce dispositif, outre qu'il intervient après la promulgation de la loi, est qu'il accorde une place non négligeable aux juges de la juridiction judiciaire comme de la juridiction administrative. Contrairement à la saisine dans le cadre "historique" prévu en 1958, la QPC fait intervenir de manière active les juges ordinaires, le Conseil de cassation et le Conseil d'Etat.

Le juge ordinaire qui par son office, contribue au quotidien au respect des droits et libertés constitutionnellement garantis. Rappelons que le recours pour excès de pouvoir est le moyen le plus économique et le plus simple pour faire respecter nos libertés (Doyen Chapus). Rappelons nous l'urgence des

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : Complémentaire de magistrats Second grade

Epreuve : Droit public

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Principes généraux du droit (PGD) après la Seconde Guerre Mondiale. PGD qui sont bien souvent des libertés constitutionnelles (par exemple le principe d'égalité - CE 1951 Société du Consommateur). Le principe du droit à la défense : CE 1950 ARAMU.

Rappelons la procédure de référé-liberté du préfet et surtout la réforme de 2000 sur les référés et la création notamment du référé-suspension (article 52-1-1 du Code de justice administrative) et du référé-liberté (article 52-1-2 du CSA).

Rappelons que selon l'article 66 de la Constitution "nul ne peut être arbitrairement détenu. L'autorité judiciaire est gardienne de la liberté individuelle". Rappelons enfin que le juge judiciaire est le juge de la voie de fait.

B) Les autorités administratives indépendantes (AAI).

Les autorités sont indépendantes dans la mesure où elles sont placées hors hiérarchie. Elles interviennent dans deux domaines : la régulation de certains secteurs économiques (nous pouvons citer l'Autorité des marchés financiers) et la protection du droit des usagers. Ainsi le défenseur des droits, seule AAI mentionnée dans la Constitution (article 71-1), héritier de l'Ombudsman suédois et du médiateur de la République française, se voit-il attribuer des prérogatives importantes dans le cadre de sa mission.

Les AAI ne possèdent aucune compétence juridictionnelle.

N°

516

Elles n'interviennent pas à la place du juge mais en complément de lui.

Mode moderne de l'intervention publique, elle contribue au respect des droits et libertés.

Nous sommes restés, durant cet exposé, volontairement dans un cadre national. Nous avons brièvement évoqué "les réseaux de normes", concept à la mode chez certains auteurs.

Si ce concept recouvre un fort attachement à tout le moins un intérêt croissant selon et pas sous raison.

Bien que la Constitution soit placée tout en haut de la hiérarchie des normes, étudier les droits et libertés, par elle garantis, sous évoquer la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union Européenne mais surtout celle de la Cour Européenne des droits de l'homme serait une erreur.

Le droit européen, au sens large, reconnaît également et protège les libertés fondamentales reconnus par notre droit national. Se développe ainsi, en parallèle de ce "réseau de normes", un véritable dialogue de juges.